

SAUVER LE SERVICE PUBLIC ET CERTAINEMENT PAS LE SOLDAT DRFiP !

Villefranche-de-Lauragais, le 17 septembre 2019

Lors du rassemblement devant la Préfecture le 16 septembre, le président de la communauté de communes des Terres du Lauragais, M PORTET, avait appelé les agents des finances publiques à assister au conseil communautaire du lendemain. A ce conseil, était en effet annoncé le directeur régional des finances publiques (DRFiP), en défense de son projet scélérat de casse du service public de proximité.

Pour l'intersyndicale, des collègues ont répondu présents à cette invitation. Par courtoisie, ils ont commencé à leur arrivée par saluer le DRFiP qui, d'entrée, a attaqué avec des allusions à la journée de grève de la veille : « **vous êtes bien reposés ?** », « **je vous ai vue en photo** ». **Le ton était donné.**



Dès son introduction, M PORTET a rappelé son intérêt à la défense des personnels et du service public de proximité, en particulier son soutien entier au réseau des finances publiques.

Pour lui, la gestion des deniers publics par des personnels compétents des finances publiques est un fondement essentiel pour les élus de la République.

Il a clairement indiqué son opposition au plan DARMANIN !



Pendant plus d'une heure, en bon soldat, le DRFiP a essayé de rassurer son auditoire.

Il a consacré trois quarts d'heure au seul accueil fiscal, oubliant largement de décrire le nouveau scénario en vigueur pour les collectivités du Lauragais.

Pour cela, il a même oublié la réalité de nos missions actuelles. Son exemple de « sa grand-mère » de Villefranche qui n'aura plus à se déplacer à Toulouse révèle bien sa méconnaissance du département. Les militants présents ont dû lui rappeler l'expérimentation des compétences croisées depuis 2007 dans le

département, puis la généralisation nationale (enregistrement de toute demande, transfert au service compétent et suivi).

Le DRFiP rétorque alors que la prise en charge et le traitement complet de la demande du contribuable sera géré sur le point accueil, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il faudra alors des super agents, compétents en assiette, en recouvrement, en successions, etc.

Il a vanté les Maisons de Service au Public ou les Maisons France Service, l'accueil sur rendez-vous, et s'annonce comme le garant du bon emploi des agents du département.

Sur ce thème, il a fait plusieurs allusions déguisées : plus aucun agent ne sera inoccupé, notamment grâce au travail à distance « **il n'y aura plus de fonctionnaires qui ne travailleront pas** ». **Chacun appréciera.**

Dans un véritable « one man show » à la Donald TRUMP, le DRFiP, froid et arrogant, oublie les agents qu'il remplace par le numérique sans se préoccuper s'ils arriveront demain à répondre seuls à toutes les questions de l'utilisateur !

Les élus ont tous réagi, sur le manque de moyens déjà actuel des services des finances publiques, sur la multi-compétence nécessaire dans ce nouveau schéma, sur les horaires de ces nouveaux services d'accueil, sur le nouveau transfert de charges vers les collectivités locales (affaiblissement de la République par ce nouveau désengagement de l'État), sur la place inexistante de l'humain.

Ils ont aussi redit qu'on ne pouvait plus tout envisager sous le prisme du rendement et du contrôle des dépenses publiques. Qu'il était temps de considérer les recettes et de les améliorer (cf 80 milliards d'évasion fiscale, à combattre en donnant les moyens à cette administration).



Très rapidement, le DRFiP a évoqué le secteur local, sans décrire sciemment aux élus présents le « nouveau nouveau » scénario pour le Lauragais.

Pensant remporter l'auditoire, il a annoncé fièrement revenir sur son projet initial de transfert des collectivités des trésoreries de Caraman, Baziège, Villefranche et Revel vers Castanet, **pour proposer dorénavant le transfert des collectivités des trésoreries de Caraman et de Villefranche vers Revel.**

La réaction des élus a été unanime : bronca générale !

Les élus étaient donc toujours aussi opposés, confortés par les chiffres donnés par les militants : **demain, la trésorerie de Revel devrait gérer 73 communes et 2 intercommunalités, en lieu et place de 13 et 1 actuellement.**

Sans parler de l'éloignement qui découle de ce nouveau découpage : 50 km /1 heure entre Calmont et la trésorerie de Revel par exemple, au lieu de 10 km/ 11 minutes à l'époque (récente) de la trésorerie de Nailloux, puis 21 km/ 25 minutes depuis le transfert de cette commune à la trésorerie de Villefranche-de-Lauragais.



Dans ce grand mécano, l'hôpital de Revel n'est plus géré à Revel mais à Castanet-Tolosan. Entre autres exemples aberrants.

Du « boulegage » (*) au petit bonheur la chance !

La trésorerie de Villefranche, initialement fléchée vers la gestion départementale de l'eau et de l'assainissement au 1^{er} janvier 2021, **sera en fait impactée dès le 1^{er} janvier 2020, dans 105 jours, avec :**

- la perte de la gestion de la communauté de communes Terres du Lauragais (aucune allusion lors du conseil communautaire du soir !)
- nouvelle compétence progressive eau/assainissement (les usagers du Lauragais se rappellent du transfert du SMEA de la trésorerie de Caraman vers la paierie départementale au 1^{er} janvier 2018. Au 1^{er} janvier 2020, le SMEA sera géré par la trésorerie de ... Villefranche-de-Lauragais!!!)
- arrivée de la compétence électricité
- perte de la gestion des autres communes

Accessoirement, ce service a déjà subi les fusions de trois intercommunalités au 1^{er} janvier 2017, par décision du seul Préfet (naissance de Terres du Lauragais) ; puis l'absorption du centre des finances publiques de Nailloux au 1^{er} janvier 2019. **Une troisième refonte en 4 ans ?**

Les agents présents, dans leurs interventions, ont rappelé que le service public est le garant de l'égalité de traitement entre citoyens et entre territoires. Que le service public est la seule richesse de ceux qui n'en ont pas.

Ils ont aussi redit que le « nouveau » rôle de conseil vendu par notre VRP-DRFiP fait partie intégrante du rôle de comptable public, nos élus ruraux le savent bien.

Ils ont redit que, avec le maintien des services, il faut les emplois nécessaires.

Enfin, ils ont fait connaître leurs craintes légitimes quant à leur devenir personnel et professionnel dans ce contexte de restructurations sans précédent et de direction si méprisante à leur égard.

Pour clore les débats, le président a fait voter à nouveau la motion prise le 16 juillet : scrutin unanime à nouveau, en soutien aux agents et aux services des finances publiques, devant notre DRFiP.



Le DRFiP est sorti, sans saluer ses personnels.

Sans s'excuser non plus auprès de l'élu, adjoint aux Finances de la commune de Villefranche-de-Lauragais et aussi ancien collègue, qu'il a traité, au cours du débat de « collègue de l'ancien temps », ajoutant que « nous ne sommes pas là pour commémorer les anciens ».



Face au mépris de classe du DRFiP, le combat continue dans le Lauragais !

Nous appelons les personnels à se mobiliser et amplifier l'interpellation des élus sur tout le département.

(*) Bouleguer : dans un jeu de loto, mélanger les boules et tirer au sort !